Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

Le DIALOGUE
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité
N°0114 du 07 Novembre 2018
Récépissé n°0477/04/02/14/HAAC
Prix : 250FCA

FORUM DE DAKAR:

Comment relancer le développement malgré l'insécurité? P.5

La table d'honneur à l'ouverture du forum.. Page 5

CLASSEMENT DOING BUSINESS 2019 :

Le Togo dans le Top 10 des pays avancés en matière de réformes

LA C14 DANS LES RUES LE 10 NOVEMBRE PROCHAIN :

AU BOUT DES MARCHES SE TROUVE LE POUVOIR ? P.3

PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LA POLITIQUE FISCALE :

L'OTR s'engage P.4

Photo de famille des participants

RÔLE DES MÉDIAS DANS LA RÉSOLUTION DES CRISES SOCIOPOLITIQUES :

Le Réseau " J2PE " porté sur les fonts baptismaux

Photo de famille P.6

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

INSTITUT FRANÇAIS

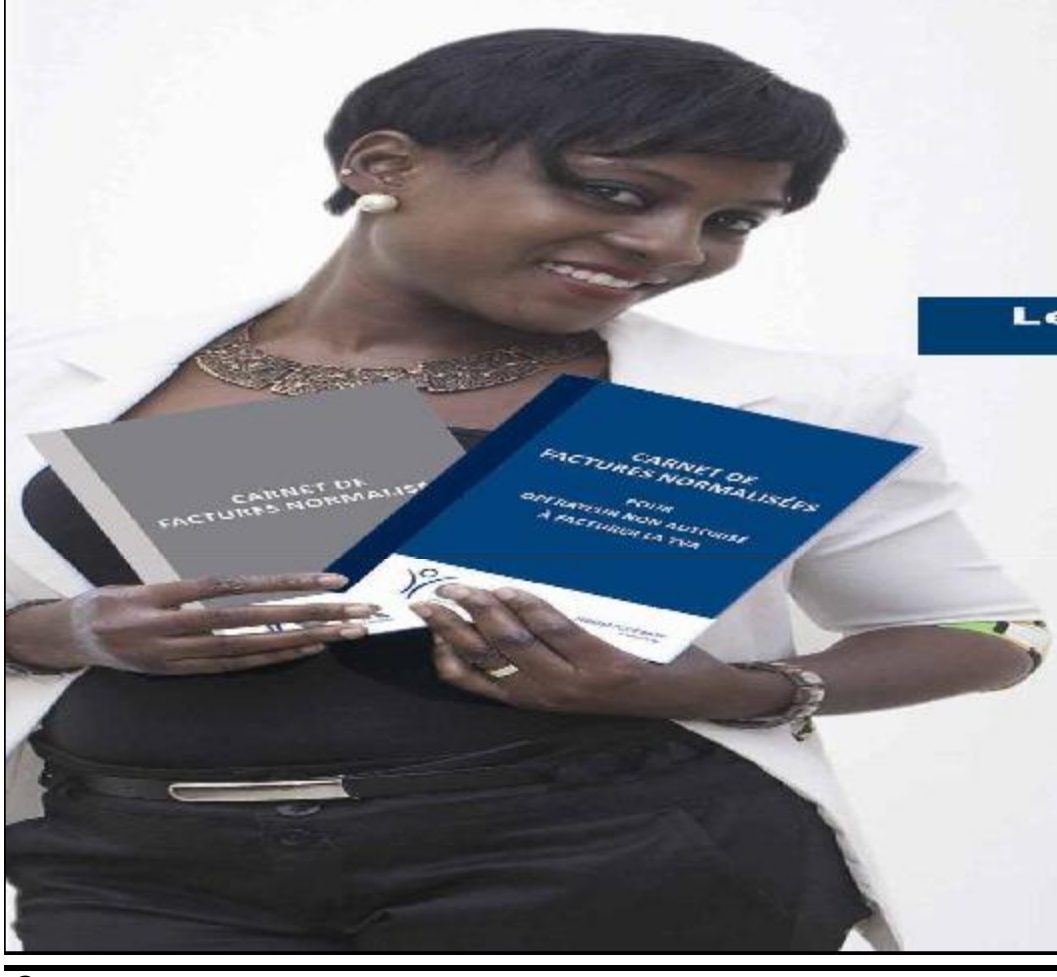
TOTO PATRICK
&
SENTIMENTAL GANG
EN CONCERT LIVE
INSTITUT FRANÇAIS DU TOGO
SAMEDI 24 NOV | 20H00
CÉLÉBRITÉS INVITÉES

KING MENSAH
DAVID TAYORAULT

ENTRÉE
• JOUR J : 3000FCFA
• PRÉVENTE 5000FCFA POUR 2
• ABONNÉS DE L'INSTITUT FRANÇAIS 2000FCFA

APPEL AUX SPONSORS ET AUX PARTENAIRES | +228 97 03 40 94 90 06 80 62

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES



LES PRIX BAISSENT

Les carnets de factures normalisées avec TVA / sans TVA

3 000 FCFA 1 500 FCFA

La planche de vignettes

10 800 FCFA 2 700 FCFA

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

CRÉDIBILITÉ DES ÉLECTIONS À VENIR AU TOGO :

La CEDEAO apporte son appui avec l'audit du fichier électoral

Lorsque l'institution chargée d'organiser les élections au Togo avait enclenché le processus électoral avec l'enrôlement des Togolais en âge de voter, nous étions de ceux qui ont averti que le boycott ne sera pas une solution. Notre point de vue sur cette question avait été interprété comme une prise de position radicale à l'endroit de ceux qui ont voulu rester en marge du processus. Aujourd'hui, avec la poursuite du processus, notre point de vue semble être pertinent. Et les Togolais savent que depuis quelques jours, le processus électoral contesté par la C14 se renforce avec des experts mandatés par la CEDEAO pour l'audit du fichier électoral issu du récent recensement.

Les experts de la CEDEAIO et le Représentant résident de la CEDEAO

Ces experts quoiqu'on l'on puisse dire sont dans leur rôle et ont estimé que le recensement électoral s'était déroulé dans de bonnes conditions. La mission assignée aux experts de la CEDEAO est de valider le fichier électoral après apurement de tout ce qui pouvait l'entacher.

Mais en attendant que les experts donnent leur conclusion sur ce fichier électoral, plusieurs voix s'élèvent pour critiquer la venue même de ceux-ci. La C14 qui avait appelé sans succès le boycott du recensement reste dans les contestations sans pour autant faire l'unanimité.

Etant dans une situation délicate, la coalition des 14 partis de l'opposition trouve toujours matière à critiquer. Dans les rangs de cette opposition contestataire, on continue de croire à une " mascarade " en jetant du discrédit sur la CEDEAO.

Pour la C14, la CEDEAO tente d'entériner un " fichier truqué ". Ceci nous amène à une pléiade d'interrogations quand on sait que dans quelques semaines, les Togolais devraient se rendre aux urnes dans le compte des législatives avec ce fichier. La sagesse nous enseigne que lorsque l'on obtient quelque chose de très précieux, il faut plutôt la conserver jalousement de peur de ne pas le perdre définitivement.

Cependant, la C14 demeure dans des rêves inouïs en surfant sur la possibilité de remettre le compteur à zéro. Cette approche utopique nous laisse perplexe et nous nous demandons légitimement s'il est question aujourd'hui de remettre le processus à plat ou négocier une rallonge de deux jours pour se rattraper ?

Nous n'allons pas nous lancer dans des considérations ineffables. Nous espérons de vives voix que les experts font pouvoir apporter leur expérience pour que chacun soit situé sur cette question.

KADI

LA C14 DANS LES RUES LE 10 NOVEMBRE PROCHAIN :

Au bout des marches se trouve le pouvoir ?

S'il y a une opposition en Afrique qui bat le record de marches politiques, on peut dire sans risque de se tromper que c'est bien l'opposition togolaise. Certes, on peut également citer certaines oppositions africaines qui en font partie. Mais au Togo, on a le réflexe de marcher, juste marche pour se mettre dans la peau d'un opposant au régime.

Des leaders de la C14 dans le hall de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma de Lomé, en route pour Conakry.

A la moindre incartade, on se retourne aux marches politiques pour extérioriser des sentiments qui au demeurant devraient être réglés amicalement. L'opposition togolaise se comporte comme s'il n'y a pas autres stratégies politiques que la rue. Après avoir vainement soutenu le FCTD samedi dernier lors d'une marche qui n'a donné aucun résultat probant, la C14 retourne à ses vielles amours : marcher.

Au moment où la facilitation sous la coupole du Président Guinéen Alpha Condé avec l'accord du Président Ghanéen se démène pour trouver une issue à cette crise, les leaders de la C14 annonce de nouvelles manifestations pour le 10 novembre prochain. La C14 a lancé cet appel le 3 novembre dernier lors de la manif du FCTD.

Selon les leaders de la coalition, cette série de manifestations devrait couvrir les autres villes du pays. A entendre certains membres de cette coalition comme François Kampatib de l'ADDI, la C14 pense " soulever le peuple " pour sa cause.

Il est tout de même étonnant qu'au moment où l'on apprend le déplacement de l'opposition et du pouvoir à Conakry, certains restent cantonnés sur des positions intenables. A-t-on encore besoin de reprendre la rue alors que les négociations entre la facilitation et les protagonistes continuent?

Face à cette énième marche de la coalition de l'opposition, on est fondé de conclure que la C14 est basée purement et simplement sur les marches. Or il est de notoriété publique que, les marches politiques pour contraindre les gens à se plier, ont déjà prouvé leur limite. On se met dans la peau de contestataire larvaire en pensant qu'en politique ce sont les marches qui peuvent changer la donne.

La C14 pense-t-elle retourner à la casse départ pour amener la CEDEAO et la facilitation à se plier devant ses désidératas ? S'il y a bien des amis du Togo qui ont voulu apporter leur concours pour résorber cette situation de crise, le bon sens voudrait que l'on leur donne tout le respect. Pourquoi la C14 ne peut-elle pas attendre des conclusions qui sortiront de la rencontre de Guinée avant de prendre des décisions ?

C'est tout simplement dommage qu'au Togo, l'opposition a toujours tendance à foncer droit vers le mur en toute circonstance sans regarder dans le rétroviseur. Le 10 novembre c'est dans trois jours. On attend de voir si cette marche peut changer la donne.

KADI

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

CLASSEMENT DOING BUSINESS 2019 :

Le Togo dans le Top 10 des pays avancés en matière de réformes

Dans la foulée de la publication, le 31 décembre 2018, du 16ème rapport global Doing Business 2019 par la Banque Mondiale et la Société Financière d'Investissement sur l'état de l'environnement des affaires dans 190 économies, la Cellule Climat des Affaires (CCA) a organisé, le lundi passé, avec les professionnels des médias, un atelier de presse à la SAZOF.

La table lors de la présentation du rapport 2019 de Doing Business

Une vue de l'assistance

Les grandes lignes du rapport pays Doing Business 2019 ont été au cœur de cette rencontre d'échanges et de partage entre les responsables de la cellule et les journalistes. La CCA a saisi cette opportunité pour réitérer sa gratitude au gouvernement, à son comité de suivi, aux acteurs du secteur privé, aux comités sectoriels, à la société civile togolaise, sans oublier les acteurs des médias pour leur engagement et leur contribution aux résultats éclatants obtenus par le Togo.

En effet, le Togo occupe la 137ème place dans le classement Doing Business 2019 contre la 156ème place dans le rapport précédent, soit un bond en avant de 19 places. Ce qui est la plus grande progression enregistrée en Afrique en 2019, en termes de places gagnées.

Le Togo figure en Afrique subsaharienne, aux côtés du Kenya, du Rwanda et de la côte d'ivoire, parmi les 10 pays les plus réformateurs cette année.

Ce succès résulte d'une dizaine de réformes réalisées entre juin 2017 et mai 2018, et qui ont permis d'améliorer l'environnement des affaires au Togo sur 06 indicateurs : la création des entreprises (121ème place en 2018 à la 74ème en 2019, soit une progression de 47 places) ; l'obtention d'un permis de construire (une progression de 40 places, passant de la 173ème place en 2018 à la 133ème place en 2019) ; raccordement à l'électricité (un bond de 37 places, passant de la 142ème place en 2018 à 105ème place en 2019, occupant ainsi la première place dans l'UEMOA) ; transfert de propriété (une avancée de 55 places passant de la 182ème place en 2018 à la 127ème place en 2019.

Des efforts sont encore à faire sur l'indicateur paiement des taxes et impôts, même si le Togo y fait une légère progression d'une place passant de la 173ème place en 2018 à la172ème place en 2019. Sur l'indicateur Exécution des contrats, il y a aussi une progression légère de 6 places allant de la 143ème place en 2018 à la 137ème place en 2019.

" Ces résultats sont le fruit d'un travail collectif et traduisent les efforts du gouvernement, résolument engagé dans un processus profond de transformation de notre économie. Le mérite revient à tous les acteurs, en premier lieu au Chef de l'Etat pour son leadership à la tête de la cellule ", a déclaré Madame Sandra JOHNSON, conseillère à la Présidence de la République et coordinateur national de la CCA au Togo.

Déjà, le Togo est le deuxième dans la performance en Afrique avec ses six réformes, derrière le Rwanda. Il est aujourd'hui la quatrième économie la plus attractive de l'espace CEDEAO et la deuxième économie la plus attractive de l'espace UEMOA, devant le Bénin (153ème), le Burkina Faso (151ème), et le Sénégal (141ème).

Le Togo est également dans le Top 10 des économies qui ont le plus amélioré leur cadre réglementaire dans le monde. La Cellule n'entend pas dormir sur ces lauriers. Les réformes indicateurs, obtention de prêts, commerce transfrontalier, entre autres, permettraient de faire un saut qualitatif dans le prochain classement.

Le rapport mondial Doing Business 2019 est placé sous le thème : " formation pour mieux reformer ". Il a recensé un chiffre record de 314 réformes dans le monde.

Edoh

Le Dialogue

PRISE EN COMPTE DU GENRE DANS LA POLITIQUE FISCALE :

L'OTR s'engage

La dimension genre est, de nos jours, un aspect fondamental de prise en compte dans les politiques publiques ou programmes de développement. Pour l'administration fiscale qui met en œuvre la politique fiscale dans un pays, elle l'est encore plus. A l'Office Togolais des Recettes (OTR), la question est une préoccupation. Dans le cadre du Projet d'Appui à la Gouvernance Fiscale (PAGFI) financé par la Banque Africaine de Développement (BAD), une étude sur la prise en compte des questions de genre dans la politique fiscale au Togo a fait l'objet d'un atelier de validation, le 31 Octobre dernier au CASEF.

Photo de famille

La question du genre intéresse l'administration fiscale, d'autant qu'elle a pour obligation d'assurer l'équité fiscale, une valeur fondamentale qui doit être respectée. Elle suppose une égalité de traitement en matière de procédure et de mise en œuvre de la politique selon le genre.

Selon M. PELEI Sossadéma, Directeur de la planification stratégique à l'OTR, l'étude a pour but de faire l'état des lieux, un diagnostic de l'existant en loi, en matière de politique fiscale ou en matière de procédure fiscale pour s'assurer que cette équité recherchée entre l'homme et la femme est respectée ou que cette égalité devant l'impôt est assurée.

Il s'agit donc de faire ressortir les insuffisances et voir éventuellement les solutions à apporter pour remédier à des traitements qui sont de nature à violer l'équité fiscale.

D'après les résultats de l'étude réalisée par le consultant en la personne du Dr Ayira Korem de l'Université de Lomé, afin de prendre en compte le genre dans la politique fiscale au Togo, au niveau de la fiscalité directe, les femmes paient plus d'impôts que les hommes étant donné que la déduction des charges liées aux enfants est amputée aux hommes. L'étude recommande, sur ce point, le partage de la déduction des charges au niveau des enfants entre les époux, surtout que le nouveau code des personnes et de la famille de 2014, donne la codirection aux deux, l'homme n'est plus le chef de famille mais dirige la famille avec la femme.

Au niveau de la fiscalité indirecte, l'étude révèle que les hommes paient plus de taxes que les femmes sauf pour certains produits où les femmes paient plus d'impôts, à l'instar des crèmes corporelles, des ustensiles de cuisine, les dépenses liées à l'éducation des enfants. L'étude recommande à cet effet de réduire ou d'exonérer ces produits d'impôts. La TVA, par exemple.

L'augmentation des ressources allouées à l'éducation et à la santé, plus bénéfiques aux femmes qu'aux hommes, est également une autre recommandation de cette étude pour intégrer le genre dans les politiques publiques. Dans l'éducation, l'étude a mis l'accent sur l'enseignement supérieur, et propose des frais de scolarité pour avantager les femmes. S'agissant de la santé, il est à noter que l'étude propose d'augmenter le budget de la santé pour servir plus les femmes.

Dans le domaine l'Inclusion financière, l'étude prouve que la finance inclusive, notamment le Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) est plus bénéfique à la gente féminine. Elle recommande une revalorisation de la dotation financière de ce fonds.

Le DIALOGUE
Hebdomadaire Togolais d'information, d'analyse et de publicité

Directrice de la Publication : Talata SIBABI Tél : 92 70 73 36

Rédaction : Kadi, Appolinaire, Junior AGBÉ

Imprimerie : Direct Sprint.

Tirage : 1.500 exemplaires

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

INCLUSION FINANCIÈRE :

La FINAM TOGO a officiellement lancé ses activités

S'il y a une structure financière décentralisée qui s'impose depuis quelque temps dans le secteur de la microfinance au Togo par la diversité de ses offres de services et ses innovations, c'est Financière Africaine de Micro projets (FINAM Togo SA).

La table

Cette institution financière qui a déjà fait ses preuves au Gabon, a procédé le mercredi dernier au lancement officiel de ses activités. La cérémonie présidée personnellement par le Chef du gouvernement, Son Excellence Sélom Komi KLASSOU a eu lieu à l'Hôtel 02 Février.

En l'espace de deux années d'expérimentation, la FINAM ayant obtenu en 2015, son agréement de microfinance en tant que Société Anonyme, une première au Togo s'est révélée par sa particularité. Elle a su entretenir une relation étroite avec sa clientèle, ce qui permet un véritable suivi des emprunteurs, afin de les aider dans la réussite de leurs projets. Cette proximité avec ses bénéficiaires continue de susciter l'engouement autour de services de la FINAM.

C'est le DG de FINAM TOGO, M. GASSRE Léonard qui a ouvert le bal des interventions ayant marquées cette cérémonie de lancement officiel. Selon lui, la FINAM TOGO amorce l'expansion internationale de sa grand sœur, la FINAM GABON ; et se positionne comme " un outil financier, pour participer à booster les activités commerciales, artisanales et autres. La FINAM offre des produits et services classiques de la microfinance en accordant une place de choix aux petits et moyens crédits afin de toucher les couches socioéconomiques vulnérables qui n'ont pas accès aux banques. La première édition de la campagne du crédit micro-projets lancée par la FINAM, le 20 septembre dernier pour soutenir et promouvoir les petits commerçants et artisans s'inscrit dans ce sens.

C'est du jamais vu dans le secteur puisque ce crédit maximal de 600.000 FCFA octroyé sans caution financière ni garantie réelle, à un taux d'intérêt de 14%, peut être remboursé en 15 mois. La tontine informatisée avec émission de reçu et de confirmation de SMS dénommée m'celfi, est une autre innovation chez FINAM TOGO. Effectuée avec un terminal informatique, elle donne plus de gage de sécurité et de transparence aux clients.

A part ces services classiques, la FINAM propose le financement des avances pour l'exécution des marchés, les avances sur salaire, les transferts de fonds et réception à l'international, le change manuel de devises, le T-MONEY et FLOOZ. La FINAM TOGO ambitionne se mettre avec à la digitalisation avec l'application FINAM-Mobile, dans les prochains mois. Le client aura ainsi la possibilité depuis son domicile ou son lieu d'activité de consulter le solde de son compte, d'effectuer des dépôts et des retraits, des demandes de découvert ou de crédit, des opérations de transferts par T-MONEY ou FLOOZ.

" Nous envisageons dans l'avenir, une implantation progressive dans toutes les régions du Togo ", a fait remarquer, pour sa part M. KOTHOR Kokou Djifanou, Président du Conseil d'Administration de FINAM TOGO, porte-voix des actionnaires. Il n'a pas manqué de remercier le Chef de l'Etat, le premier ministre et l'ensemble du gouvernement. La FINAM TOGO, aujourd'hui, c'est 7 agences à Lomé toutes interconnectées, avec la possibilité d'effectuer des opérations de dépôt et de retrait dans n'importe quelle agence et une agence à Notsè.

Le ministre de la planification du développement, KOSSI ASSIMAÏDOU, représentant son collègue de l'économie er des finances, a lancé officiellement les activités de la FINAM TOGO, au nom du Chef du gouvernement. " Le développement du secteur de la microfinance est un moteur de développement économique ", a-t-il déclaré en précisant que la finance inclusive est une priorité pour le gouvernement, prise en compte dans l'axe 3 du plan national développement, à travers le volet, décentralisation financière. Notons qu'à la date du 30 juin 2018, 170 SFD sont enregistrés au Togo, avec 541 points de services, et près de 2,5 millions de clients ou bénéficiaires.

La FINAC-TOGO vise loin. L'objectif est d'aider les petits commerces, les PME-PMI, ainsi que les particuliers ayant des revenus réguliers, à réaliser leurs projets avec des services à grande échelle adaptés à leurs besoins, ceci pour réduire conséquemment la pauvreté, à travers l'Inclusion financière et sociale.

Avec un total bilan de 1.800.000.000 de FCFA, et un personnel de 86 employés, la FINAM TOGO compte à ce jour plus 9500 clients.

Max

FORUM DE DAKAR:

Comment relancer le développement malgré l'insécurité?

Le Forum sur la paix et la sécurité de Dakar s'est ouvert ce lundi. Un forum organisé par le Sénégal et la France qui réunit des politiques, des militaires, des acteurs du développement, des chercheurs avec la volonté de casser les barrières, de débattre librement. Le thème principal de cette 5e édition : comment relancer le développement dans les zones d'insécurité, occupées notamment par les jihadistes ? Un objectif très complexe.

Une vue de l'assistance à l'ouverture

C'est une nouvelle stratégie : désormais, un cadre de l'Agence française de développement (AFD) accompagne les éléments de la force Barkhane pour tenter de relancer, le plus vite possible, des projets de développement. A la tribune du forum, la ministre française de Défense, Florence Parly a défendu cette idée : " Si cette action militaire ne trouve pas de relai dans le domaine du développement, elle ne peut être qu'une goutte d'eau versée sur le sable du désert ".

Pour le président du Sénégal, Macky Sall, ce développement des zones sécurisées ne sera possible que si les institutions étatiques sont fortes : " Tout ce qui fragilise l'Etat et ses institutions accroît les risques de rupture de la paix et met en péril la justice et les droits humains fondamentaux ".

Directrice du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Afrique, Patricia Danzi, a pris l'exemple du nord du Burkina où les attaques jihadistes se multiplient pour rappeler justement que cette zone est en train de se vider : " Pas seulement les organisations humanitaires, mais aussi les professeurs, le personnel médical, les services vont s'écrouler très rapidement. Puis on va aussi avoir des populations qui seront déplacées ".

Les organisations humanitaires ont longtemps été réticentes à collaborer avec les forces armées et elles n'ont, pour le moment, pas répondu à l'appel lancé par les Etats, notamment français.

Source : Rfi.fr

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

RÔLE DES MÉDIAS DANS LA RÉSOLUTION DES CRISES SOCIOPOLITIQUES :

Le Réseau " J2PE " porté sur les fonts baptismaux

Les périodes électorales constituent des périodes sensibles, marquées par de vives tensions entre les populations de différents bords politiques. Dans ce contexte, les médias sont appelés à jouer leur rôle afin de sauvegarder la paix et la cohésion sociale. En vue d'assurer le rôle de responsabilité sociale, des professionnels de médias se sont regroupés autour d'un réseau dénommé : " journalistes Panafricains pour la Paix et la Non Violence Electorale " (J2PE), porté sur les fonts baptismaux hier mardi 6 novembre 2018 à Lomé.

La table lors de la rencontre avec la presse

J2PE a pour objectif, la sensibilisation, la formation et l'information sur la problématique de la violence ; la promotion des textes togolais, ouest-africains et internationaux sur les vertus de la paix et la sécurité ; le développement de la citoyenneté démocratique.

Boukari Mashood, président de ce jeune réseau aux ambitions immenses, a expliqué à la cérémonie officielle de lancement des activités qu'il est aujourd'hui d'une nécessité absolue pour les journalistes, d'utiliser leur sens de responsabilité et de leader d'opinion au niveau de leurs différents organes, pour faire comprendre aux togolais, combien il est important de préserver en période électorale, la paix sociale, gage d'un développement durable. Il précise que dans un contexte électoral le plus important aux populations c'est de suivre et d'essayer de comprendre les programmes de société des candidats, au lieu de se livrer à des actes de vandalisme.

Pour mener à bien ses activités et permettre aux citoyens d'adhérer aux idéaux du réseau, l'équipe dirigeante par la voix de son président parle d'initiations dans les semaines à venir de séances de sensibilisation, des sessions de formation à l'attention des membres du réseau. Pour ce faire, le réseau compte s'appuyer sur les partenaires, ainsi que tous les citoyens et structures épris de paix.

" (…) nous sommes plus que jamais engagés à œuvrer avec leur appui à la promotion d'un journalisme de paix au Togo et dans la sous régions ouest-africaine (…) " : En ces termes, M. Mashood Boukari, a lancé un signal fort aux différents acteurs pour la sauvegarde de la paix.

M F

Le Président de J2PE, Mashood Boukari, face aux médias

Une vue de l'assistance

Photo de famille

MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE
CENTRE TOGOLAIS DES EXPOSITIONS ET FOIRES DE LOME

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

COMMUNIQUE

****

La Direction du **Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-LOME)**, informe les exposants de la 15ème **Foire Internationale de Lomé (FIL)** qui se tiendra du **23 novembre au 10 décembre 2018** ayant réservé des espaces ou qui prévoient le faire que cette année la construction et l'aménagement de leurs stands devront être complètement achevés au plus tard le 22 novembre 2018 à minuit.

Après cette date, le CETEF-LOME se verra dans l'obligation de fermer le stand jusqu'au mercredi 28 novembre 2018 et d'imposer une pénalité équivalent à 25% du coût du stand.

La direction du CETEF-LOME compte sur votre collaboration et votre compréhension pour assurer la pleine réussite de la 15ème FIL.

La Direction

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.

ANCE-Togo et ses partenaires arment les acteurs de lutte contre la corruption

La corruption est l'un des fléaux mondiaux qui retardent le progrès économique et social des Etats, en particulier ceux de l'Afrique comme le Togo. Chaque année, 1000 milliards de dollars sont versés en pots-de-vin tandis que 2600 milliards de dollars, soit plus de 5% du PIB mondial, sont détournés. Le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) estime que, dans les pays en développement, le montant des fonds soustraits de leur destination par la corruption est 10 fois plus élevé que celui de l'aide publique au développement.

Photo de famille

Pour endiguer ce 'mal du siècle', l'Alliance nationale des consommateurs et de l'environnement au (ANCE-Togo), appuyée par le PNUD et la Délégation de l'Union européenne au Togo (UE), donne l'opportunité ce mardi à Lomé, à une trentaine d'acteurs de bonne gouvernance économique des secteurs public et privé et de la société civile, de voir leurs capacités renforcées par une meilleure connaissance des textes nationaux, des instruments juridiques internationaux et de bonnes pratiques en matière de prévention et de lutte contre la corruption et les infractions assimilées.

Cet atelier, selon ses organisateurs, vise à soutenir les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la corruption au Togo, à travers le renforcement des capacités des acteurs sur les instruments internationaux et les bonnes pratiques en la matière.

L'atelier permettra, selon M. Fabrice Ebeh, Directeur exécutif de l'ONG ANCE-Togo, d'engager des échanges fructueux d'expériences et des outils standardisés, des techniques et approches dans la lutte contre la corruption, d'équiper les Organisations de la société civile (OSC) des bonnes pratiques innovantes de lutte contre la corruption et de renforcer les synergies, interactions et partenariats entre acteurs.

" Aucun pays ne pourra atteindre les Objectifs de développement durables (ODD) sans combattre efficacement la corruption et les infractions assimilées. Le présent atelier permettra de capitaliser les expériences déjà acquises mais aussi de renforcer nos connaissances à travers les enseignements donnés par les experts internationaux, régionaux et nationaux afin de lutter efficacement contre ce fléau. Elle permettra en outre de booster l'engagement citoyen et l'éclosion de nouvelles initiatives citoyennes pour mieux combattre ce mal dans notre pays ", a-t-il indiqué.

Pour le représentant résident adjoint du PNUD au Togo, Mactar Fall, la corruption et les actes assimilés sont des défis planétaires qui interpellent toutes les nations du monde à unir leurs efforts pour les prévenir et les combattre efficacement.

" Les Nations Unies ont adopté depuis 2004 la Convention des Nations Unies contre la corruption qui a été ratifiée par le Togo. Cet instrument juridique international traduit cette prise de conscience des Etats de l'impact négatif des pratiques de la corruption sur l'économie, le développement et la paix sociale ", a-t-il martelé.

La corruption, soulignera-t-il, détourne les ressources destinées au développement et entrave ainsi l'accès des populations à des services essentiels tels que les soins de santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement.

" Elle décourage les investisseurs et les partenaires étrangers à s'impliquer dans le développement du pays ", a-t-il ajouté.

Innocent Kossivi Egbetonyo, le représentant du ministre de la Justice, a de son côté fait savoir que la réalité est plus complexe, la corruption n'épargne aucun secteur notamment le secteur privé, les organisations non gouvernementales et même le milieu ecclésial sont infectés.

" Nous pouvons nous réjouir de ce que les organisations de la société civile de notre pays ont compris. C'est, du reste, ce qui justifie l'organisation de cet atelier qui a pour but de permettre aux acteurs de la lutte contre la corruption, au travers de partages de connaissances et d'échanges d'expériences, d'enrichir leur patrimoine intellectuel dans le domaine des instruments internationaux de lutte contre le fléau ", a-t-il expliqué.

Depuis juin 2017, l'ANCE-Togo met en œuvre un ambitieux projet dénommé " Projet pilote d'actions en justice pour lutter contre la corruption ". Ce projet a été financé par l'Union européenne et vise la promotion de la bonne gouvernance économique et la lutte contre la corruption à travers des actions pilotes en justice au Togo.

www.globalactu.com

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE (CENI)

N° 025 /2018/P/CENI

COMMUNIQUE DE LA CENI

Clôture du recensement électoral de 2018

Conformément au décret pris en conseil des ministres le 20 septembre 2018, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a organisé le recensement des électeurs, dans le cadre de la préparation des consultations électorales à venir.

Les opérations ont pris fin le jeudi 25 octobre 2018 à 17h00 dans la deuxième zone. Le président de la CENI remercie les citoyens togolais en âge de voter pour leur mobilisation qui a fait de ce rendez-vous citoyen un succès.

Il exprime, au nom de la Commission, sa satisfaction au personnel électoral pour son professionnalisme.

Le président de la CENI félicite les démembrements de l'institution, notamment les CEL I et les CLC pour leur engagement ayant conduit ce processus dans les conditions définies par la CENI, suivant les dispositions du code électoral.

Il rappelle que les données recueillies lors de l'enrôlement des citoyens vont faire l'objet de compilation et des traitements informatiques subséquents, en vue de l'édition du fichier électoral.

En conséquence, tout citoyen qui estime qu'un électeur a été indûment inscrit, radié ou omis dans le cadre de ce recensement, peut exercer les recours prévus par les articles 55 et suivants du code électoral, dans le cadre du contentieux de l'inscription sur les listes électorales.

Fait à Lomé, le 26 OCT 2018

Le Président

Prof. Kodjona KADANGA

Boulevard Eyadema - Cité OUA. B.P. 7005 Lomé - TOGO - Tél. : 22 53 61 00 - Email : cenitogolome@gmail.com

Generated by Foxit PDF Creator © Foxit Software
http://www.foxitsoftware.com For evaluation only.